



**Assemblée générale**

Distr.  
GENERALE

A/C.2/42/4  
16 octobre 1987  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/RUSSE

ASSEMBLEE GENERALE  
Quarante-deuxième session  
Points 12 et 82 de l'ordre du jour

**RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

**DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE**

Lettre datée du 16 octobre 1987, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent de la Hongrie auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

En ma qualité de président du Groupe des Etats d'Europe orientale, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint la déclaration commune des délégations de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Mongolie, de la Pologne, de la République démocratique allemande, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur les questions relatives à la sécurité économique internationale.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de ladite déclaration conjointe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 12 et 82 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,

(Signé) Ferenc ESZTERGALYOS

# DECLARATION COMMUNE

des délégations de la République populaire de Bulgarie, de la République populaire hongroise, de la République populaire mongole, de la République populaire de Pologne, de la République démocratique allemande, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la République socialiste tchécoslovaque et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale sur la question de la sécurité économique internationale

L'interaction entre l'économie et la politique sur la scène internationale est aujourd'hui plus étroite que jamais. Partant de ce principe et guidés par le désir de faire de la détente un processus effectif, mais aussi permanent, de plus en plus viable, multiple et de portée universelle, les pays socialistes préconisent logiquement que la communauté mondiale déploie des efforts concertés pour créer des conditions favorables au développement et à la coopération économique internationale, renforcer la confiance et éliminer les obstacles qui s'opposent à la solution des problèmes mondiaux, ainsi que pour normaliser les relations économiques internationales. On ne pourra parvenir à éliminer et prévenir les maladies épidémiques, la faim et la sous-alimentation, à protéger l'environnement et à résoudre les autres problèmes qui revêtent aujourd'hui un caractère global que sur la base d'une coopération économique mondiale, qui suppose une volonté politique. Les pays socialistes sont convaincus qu'il est nécessaire de déployer des efforts communs pour mettre en place un système général de paix et de sécurité internationales, notamment dans le domaine économique.

Les pays socialistes notent avec satisfaction le travail accompli actuellement à l'Organisation des Nations Unies pour définir d'un commun accord la notion de sécurité économique internationale et y voient l'une des principales orientations de l'activité socio-économique de l'Organisation, découlant immédiatement des réalités du monde d'aujourd'hui et directement liée à la nécessité d'une nouvelle approche pour résoudre les problèmes mondiaux, dont l'élimination du sous-développement.

La coopération internationale dans les domaines du commerce, des finances et de la monnaie, de l'industrie, de la science et de la technologie ainsi que de l'environnement devient l'un des facteurs les plus importants de la croissance économique et du progrès social de tous les Etats. De plus la portée de cette coopération dépasse le cadre strictement économique. Elle peut devenir le fondement matériel de la détente politique et militaire, le facteur essentiel du renforcement de la paix et de la sécurité dans le monde entier. Depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, il y a eu de profonds changements dans l'économie mondiale et les relations économiques internationales. L'interdépendance économique croissante stimule des initiatives communes plus actives en vue de résoudre les problèmes économiques mondiaux et rend nécessaire d'accroître la stabilité et la prévisibilité des relations économiques internationales.

L'interdépendance englobe tout un système de liens économiques, politiques, sociaux, etc. divers et influe sur l'économie mondiale, tant au niveau macro-économique qu'à celui de l'économie nationale, des secteurs et des entreprises. Les problèmes qui surgissent dans l'économie des pays ne sauraient être résolus en les transférant à l'économie d'autres pays. L'absence d'approches intégrées à long terme pour résoudre des problèmes économiques internationaux complexes dans des conditions d'internationalisation des relations économiques aboutit à ce que tout pays, quel que soit le niveau de son développement et à quelque système sous-économique qu'il appartienne, risque de subir le contrecoup de facteurs externes. Les actions d'un pays à l'échelon national influent de plus en plus souvent sur tout l'ensemble des relations économiques internationales, sur les divers secteurs et sur les possibilités d'action des autres pays.

En dépit de nombreux efforts et initiatives visant à réglementer les relations économiques internationales, il a été impossible de rendre l'économie mondiale moins instable et moins imprévisible. L'aggravation des facteurs négatifs dans les relations économiques mondiales ces dernières années témoigne de la nécessité d'une nouvelle approche qui, étant fondée sur l'expérience du passé et tirant profit de tout ce qui a déjà été fait d'utile, pourrait favoriser le développement de tendances positives et le renforcement de la confiance dans les relations économiques internationales, en les rendant sûres pour tous les participants. Cette nouvelle approche consiste essentiellement à créer les conditions d'un dialogue constructif et d'une coopération mutuellement avantageuse sur la base du respect des intérêts de toutes les parties, ce qui favoriserait le développement de relations économiques stables et prévisibles, garantissant des chances plus égales tant au niveau national qu'à celui de l'économie mondiale.

Tel est précisément le dialogue que proposent les pays socialistes, qui avancent l'idée de mettre au point en commun la notion de sécurité économique internationale. Dans le cadre de ce dialogue, tous les pays pourraient échanger leurs données d'expérience, faire connaître leurs intérêts et, sur cette base, déterminer quels sont les facteurs qui créent le plus lourdement les relations économiques internationales, trouver des approches communes aux problèmes socio-économiques mondiaux et arrêter des mesures concertées pour les résoudre sur la base de la responsabilité collective et de la bonne volonté à l'égard des compromis. La notion de sécurité économique internationale doit refléter objectivement l'équilibre des intérêts de tous les membres de la communauté internationale. Elle ne saurait être mise au point et concrétisée qu'à l'issue d'un long et difficile processus, qui suppose avant tout que l'on renonce aux façons de penser et aux actions stéréotypées inspirées par la volonté d'affrontement.

Les pays socialistes voient dans la sécurité économique internationale un moyen de parvenir à un état de l'économie mondiale et des relations économiques internationales qui serait fondé sur des principes équitables, mutuellement avantageux et mutuellement acceptables et qui créerait les conditions de la coexistence pacifique et de la coopération pour le progrès socio-économique de l'humanité tout entière et de tous les pays, indépendamment de leur système social, de leur niveau de développement ou de toute autre différence.

/...

Cela permettrait d'ouvrir de vastes perspectives pour la réalisation des objectifs, consignés dans la Charte des Nations Unies, ainsi que dans les résolutions et décisions de l'Organisation, visant à promouvoir le bien-être et le développement économique de tous les pays, à instaurer un nouvel ordre économique international et à éliminer tous les obstacles qui entravent le développement normal des relations économiques mondiales.

L'ONU doit jouer un rôle plus important et plus actif dans le règlement des problèmes liés à l'économie mondiale et aux relations économiques internationales, affectant la sécurité des Etats et la garantie de leur droit souverain de choisir librement la voie de leur développement socio-économique. D'autres instances internationales et l'instauration d'un dialogue entre les Etats intéressés, de même que les organisations non gouvernementales, pourraient également apporter une contribution importante à l'élaboration de mesures collectives visant à résoudre ces problèmes, ainsi qu'à l'évaluation subséquente de leur mise en oeuvre.

Le respect rigoureux des accords multilatéraux déjà conclus et une participation plus active aux activités des organisations économiques internationales existantes sur la base de la représentation proportionnelle de tous ceux qu'elles concernent, contribueraient dans une large mesure à la normalisation des relations économiques internationales.

La réalisation de progrès effectifs dans le domaine du désarmement et du renforcement de la paix et de la sécurité internationales revêt une grande importance pour la normalisation des relations économiques internationales. La course aux armements détourne des ressources qui pourraient être affectées à la croissance économique et au développement social, tout en introduisant un élément déstabilisateur dans les relations de coopération entre les Etats, économiques et autres.

Inversement, le renforcement de la sécurité économique internationale pourrait également contribuer au règlement des problèmes de désarmement et de développement, et créer des conditions favorables à l'élaboration de principes en vue de la réorientation vers des fins pacifiques des ressources actuellement affectées à des fins militaires.

Aux fins de la mise au point de la notion de sécurité économique internationale, il conviendrait d'améliorer considérablement les échanges d'information aux niveaux international, interrégional et régional, et de créer sur cette base un système global d'analyse préalable des facteurs de risque dans tel ou tel domaine touchant l'économie nationale. Un tel système, fondé sur la coordination des efforts des commissions économiques régionales des Nations Unies et d'autres organisations économiques internationales, permettrait, dans une large mesure, de prévoir avec une plus grande précision l'évolution des relations économiques internationales et de prévenir l'apparition de situations conflictuelles.

L'utilisation commune des acquis scientifiques et l'organisation de recherches conjointes en vue de régler les problèmes globaux touchant l'humanité tout entière acquièrent une grande actualité. Pourraient figurer parmi les domaines de coopération l'utilisation pacifique de l'espace dans l'intérêt de tous les Etats,

la création d'un centre de recherche international sur les problèmes liés à la prévention et au traitement du SIDA et d'autres maladies infectieuses, la conclusion d'un accord international de coopération en vue de prévenir et d'éliminer les conséquences des catastrophes de grande ampleur dans les domaines de l'industrie, des transports et de l'environnement, et la protection de l'environnement, y compris le libre échange de données d'expérience et les transferts de technologie dans ces domaines.

On pourrait également contribuer au règlement des problèmes globaux de l'humanité par la constitution de collectifs internationaux de scientifiques et la création de laboratoires ouverts qui s'occuperaient du règlement des problèmes mondiaux, des questions physico-techniques aux questions médicales ou sociales. La création d'un fonds spécial favoriserait la mise en oeuvre de projets liés au règlement de ces problèmes.

La lutte contre la famine qui sévit périodiquement dans diverses régions du monde exige des Etats qu'ils prennent d'urgence des mesures communes. La surveillance des phénomènes météorologiques et des processus économiques, ainsi que de l'évolution des sols, qui permettrait d'appeler en temps voulu l'attention des gouvernements et des organisations internationales sur les dangers qui menaceraient telle ou telle zone ou région, pourrait servir de base à ces efforts. Aux fins d'un règlement à long terme et définitif de ce problème, la communauté internationale doit également s'efforcer d'éliminer les facteurs qui sont à l'origine de la famine, ainsi que ses causes profondes, tant nationales qu'internationales, politiques, économiques, sociales et naturelles.

A un stade ultérieur, des mesures multilatérales visant à réglementer les relations économiques, financières et monétaires internationales et à améliorer les arrangements institutionnels, en tenant compte des changements profonds qui se sont produits dans l'économie mondiale pourraient contribuer de façon importante à assurer la sécurité économique internationale. On pourrait, par exemple, développer des formes de relations économiques non discriminatoires et mutuellement avantageuses et réglementer les mouvements internationaux des investissements et des capitaux, ainsi que d'autres formes de coopération économique internationale et leur influence sur la structure économique des pays; cela supposerait notamment la solution à long terme du problème de l'endettement, sur la base d'efforts communs des débiteurs et des créditeurs et d'une répartition équitable de la charge de ce problème, et l'achèvement de l'élaboration à l'Organisation des Nations Unies des codes de conduite pour les sociétés transnationales et le transfert de technologie.

Les pays socialistes sont profondément convaincus que, dans la situation internationale complexe qui règne actuellement, les problèmes et les objectifs communs de la sauvegarde de la civilisation et de la survie de l'humanité exigent un nouveau mode de pensée politique et une action collective. Il est évident que la formulation de la politique tant extérieure qu'intérieure est la prérogative souveraine des Etats. Cependant, compte tenu de l'interdépendance économique croissante, il est indispensable que chaque pays, lorsqu'il choisit les orientations de cette politique et les moyens de la mettre en oeuvre, s'en tienne aux principes de coopération approuvés par la communauté mondiale.

/...

Les pays socialistes invitent tous les Etats à exprimer leur point de vue sur la façon de développer le dialogue et la coopération économiques internationaux dans des conditions d'interdépendance. Un échange de vues ouvert et universel est nécessaire à tous les niveaux, depuis le niveau non gouvernemental et celui des experts jusqu'au niveau intergouvernemental le plus élevé, y compris la convocation d'une conférence mondiale sur ces questions.

L'examen du problème de la sécurité économique internationale qui a été entrepris à l'ONU est la première mesure importante dans cette direction. Il a mis en évidence les différences de points de vue, mais aussi la possibilité de trouver des points communs et de rapprocher les positions des Etats sur les questions les plus importantes des relations économiques internationales. Le bilan du travail accompli montre qu'il est souhaitable et nécessaire de poursuivre les efforts tendant à mettre au point la notion de sécurité économique internationale dans l'intérêt de tous les Etats.

-----